

Point à l'ordre du jour : Comité stratégie, investissements et politiques (C-SIP)

Rapport au CA

Résumé

Le C-SIP partage ici ses réflexions et recommandations à l'intention du Conseil d'administration sur : (i) la mise en œuvre d'un programme de transformation de genre centré sur les jeunes ; et (ii) la pérennité et la viabilité financière.

Cinq fois en 2021 le C-SIP s'est réuni pour parler du process de design stratégique.

En outre, le C-SIP s'est réuni avec le CA en septembre 2021. Il s'agissait d'une session conjointe de type atelier entre le Conseil et le C-SIP, conduite par Abhina Aher, Présidente du C-SIP et animée par Lynette Lowndes, consultante IPPF pour la stratégie 2023-28. La réunion avait pour principal objectif d'explorer les éléments clés de la nouvelle stratégie et de forger des liens plus étroits entre le Conseil et les membres du C-SIP.

Action requise

Le Conseil d'administration de **prendre note** du rapport et des recommandations du C-SIP.

1. Approuver le thème **Jeunes** tel qu'il a été recommandé par le C-SIP.
2. Noter la conversation sur la pérennité et la viabilité financière et le document à ce sujet en pièce jointe.

**Mise en œuvre d'un programme de transformation du genre centré sur les jeunes**

Ce qui est préconisé :

1. Un consortium dirigé par des jeunes qui est engagé dans le cycle complet du programme - y compris sa conception, son financement et sa gestion
2. un programme transformateur de genre à l'intention des jeunes ; un programme qui reconnaît la diversité de tous les jeunes
3. fondé sur les droits et sur des preuves et complet - reconnaissant le droit des jeunes à une sexualité agréable et sans risque ainsi que sans coercition, sans jugement et sans stigmatisation
4. Inclusive de tous les besoins en matière de santé sexuelle et reproductive et fournissant des services aux jeunes quel que soit leur genre
5. Qui promeut un plaidoyer géré par les jeunes aux échelons locaux, régionaux et mondiaux
6. qui a un impact et conduit à des services centrés sur les jeunes dans les AM.

**Résultats attendus :**

- Engagement et collaboration accrus avec les organisations de jeunes nationales et régionales progressistes et celles représentant les jeunes vulnérables

- Services gérés par des jeunes et ESC pour les jeunes dans toute leur diversité
- Changement structurel et durable pour accroître la participation des jeunes au processus décisionnel des AM et de l'IPPF, de la programmation à la gestion et à la gouvernance
- L'IPPF est axée sur ses réseaux de jeunes (au niveau national, régional et mondial).

**Recommandations :**

- Passer d'une approche " transformatrice de genre " à une approche " féministe " - remettre en question les constructions sociales.
- Réexaminer les données et les références/sources, notamment les statistiques du Cap sur la génération Z et l'étude de l'UNESCO
- Réfléchir aux questions relatives au renforcement des capacités/du leadership des jeunes chez les AM et PC.
- Être clair sur ce que nous entendons par "mal desservi" - y compris les LGBTQ mais également plus loin que cela
- Peut-être en lien avec le point précédent, réfléchir à la fracture numérique et à ne laisser personne de côté
- Souligner l'importance de créer un environnement favorable grâce au leadership des jeunes en matière de plaidoyer

**(ii) Pérennité/viabilité financière**

**Recommandations :**

- Une voie vers la viabilité en se plongeant dans les contextes et les besoins nationaux
- Les efforts et les investissements internationaux peuvent être coordonnés à l'échelon national tout en faisant l'objet de collaborations.
- Le Secrétariat devrait investir dans le soutien technique qu'il apporte à nos associations membres afin d'améliorer leur capacité à lever des fonds localement
- Utiliser les pôles (*hubs*) régionaux pour réfléchir au niveau national, car au niveau régional, nous sommes plus proches du local
- Enseignements - si vous avez un modèle réussi quelque part et que vous en avez tiré des enseignements explicites, voyez comment il peut se traduire dans d'autres contextes ou au niveau international de l'organisation
- Investissement dans les données - cela peut signifier une année ou deux de dépenses pour gagner de l'argent
- Le rôle du Secrétariat de l'IPPF devrait être axé sur l'apprentissage et les biens publics. On devrait pouvoir disposer de papiers brefs sur ce qui s'est passé avec ICON et ce qui s'est passé en matière des efforts entrepris pour mobiliser des dons individuels. C'est en faisant des erreurs que l'on apprend.
- Explorer des idées de génération de revenus dans le domaine de la santé reproductive et par la vente de contraceptifs.
- Ceci n'est pas le problème d'un Secrétariat. La levée de fonds devrait être le problème de toute la Fédération. Faites passer la responsabilité et envoyez un signal fort en provenance du Conseil d'administration et des instances de gouvernance des AM que cela fait partie du travail du/de la DE de chaque AM, ou de son adjoint-e, ou de quelqu'un de compétent en ce qui concerne les sources de revenus.
- Si vous y réfléchissez, vous avez 4 sources de revenus : les dons individuels, les revenus des services, les subventions des donateurs et enfin les régimes d'assurance maladie publique ou

les régimes d'assurance sociale. Demandez à votre AM de choisir une ou deux de ces catégories, puis créez des réseaux d'apprentissage pour ces AM.

- Dépenser l'argent d'une manière plus durable. Une part importante de notre argent est consacrée à l'achat de contraceptifs. Une façon d'aller de l'avant serait de prendre en compte la perspective coloniale – au lieu d'acheter, pourquoi ne pas se tourner vers les pays qui ont un pourcentage élevé de besoins non satisfaits, dont en matière de contraception, et investir de telle sorte qu'ils puissent produire localement. C'est peut-être une façon très progressiste de penser, compte tenu du contexte actuel, mais je pense que nous devrions commencer à réfléchir ainsi
- Un état d'esprit commercial ? Ce serait un énorme changement en termes d'organisation et l'IPPF ne doit pas oublier son essence d'organisation à but non lucratif ni l'objet de sa mission. Nous devons être très prudents et voir s'il est possible de créer des synergies sans nuire à la partie sociale de notre organisation.
- Nous avons un grand nombre de volontaires, en particulier parmi les jeunes qui devraient également faire un pas en avant et prendre des initiatives pour générer des fonds.
- La propriété de certaines entreprises dont les bénéfices peuvent être utilisés par l'IPPF en tant qu'organisation à but non lucratif. Ce type d'opportunités peut avoir un effet durable sur le long terme.
- Il est important de diversifier vos sources autant que possible. Il est important d'obtenir autant de fonds non restreints que possible, car ils sont beaucoup plus flexibles que les projets avec des fonds restreints. Cela vous permet d'être aussi indépendant que possible et de ne pas être influencé par des changements tels que des changements politiques ou la règle du bâillon mondial.

## FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR LA PLANIFICATION FAMILIALE

C-SIP

19 novembre 2021

### Point à l'ordre du jour : Mise en œuvre d'un programme de transformation du genre centré sur les jeunes<sup>1</sup>

#### Résumé

Le Flux 2 a pour objet de développer des initiatives stratégiques pour ces volets du Cadre stratégique qui ont besoin d'un soutien supplémentaire afin d'aider l'IPPF à atteindre ses résultats. Ce volet comporte cinq canaux de financement distincts, dont le plus important est le canal Consortium qui finance une collaboration interrégionale entre des associations membres (AM) et des partenaires externes autour d'une priorité stratégique définies. Le Canal Consortium, qui fait l'objet d'un pilote en 2021, soutient l'IVG autogérée (pratique et plaidoyer) et est géré par Profamilia, Colombie, dans trois régions de l'IPPF. Les subventions sont accordées sur deux ans. Le CGP 2022 total pour le canal peut aller jusqu'à \$ 4 250 000.<sup>2</sup>

Les dernières décennies ont connu des changements extraordinairement rapides qui ont eu un impact sur la vie des jeunes, notamment en raison des progrès de la technologie numérique. La santé et les DSR des jeunes et des adolescent-e-s, y compris l'accès à l'information et aux soins, ont considérablement changé en conséquence, ce qui ne se reflète pas toujours dans la manière dont les programmes et les services de l'IPPF sont conçus ou fournis.

Des programmes centrés sur les jeunes, dans une optique de transformation des genres, est une priorité essentielle de l'IPPF qui sera mise en avant dans notre prochaine stratégie. C'est pourquoi nous proposons d'en faire un thème pour notre prochain consortium du Flux 2. Il sera dirigé par des jeunes – travaillant par le biais d'organisations de jeunes/partenaires collaborateurs, y compris la conception, le financement et la gestion du programme dans son intégralité.

La mise en œuvre de ce programme garantira que les interventions, y compris l'éducation sexuelle complète (ESC) et les services, sont conçues et fournies selon une approche centrée sur les jeunes. Ceux-ci seront en mesure de renforcer leurs compétences en matière de leadership afin de pouvoir contribuer au changement politique. En outre, le programme placera les jeunes et les adolescent-e-s dans toute leur diversité en tant que partenaires égaux dotés de rôles décisionnels dans les AM. Il contribuera ainsi à renforcer la voix et l'entremise des jeunes aux niveaux national, régional et mondial de l'IPPF.

---

<sup>1</sup> IPPF. (2017) Stratégie et plan de mise en œuvre pour l'égalité des genres : Pour que les relations de genre soient transformées, les structures qui les sous-tendent doivent changer. Les femmes et les filles, ainsi que les personnes transgenres, doivent pouvoir mener une vie exempte de violence, elles doivent avoir la possibilité de développer leurs capacités et avoir accès à un large éventail de ressources au même titre que les hommes et les garçons. Des services de qualité, des informations, une éducation et des conditions sociales qui permettent aux femmes de maintenir une bonne santé sexuelle et reproductive et de réaliser leurs droits sexuels et reproductifs sont nécessaires pour faire progresser l'égalité des genres et permettre l'autonomisation des femmes et des filles. Il est prouvé que lorsque les hommes et les garçons sont engagés en tant que clients, partenaires égaux et agents de changement pour l'égalité des genres dans les programmes de santé sexuelle et reproductive, des changements transformateurs se produisent.

Ou

« Stratégies féministes transformatrices pour le changement qui perturbent les structures et systèmes patriarcaux existants, remettent en question l'inégalité entre les genres et autres inégalités croisées et sont conscientes du pouvoir".

Rowan Harvey et Chloe Safier (2021) Transformative Change for Gender Equality Learning from Feminist Strategies, Friedrich-Ebert-Stiftung (FES).

<sup>2</sup> A comparer aux \$ 2,543,000 que nous avons alloué au *Global Care self-managed abortion consortium*

L'appel à notes conceptuelles sera élaboré avec un groupe de jeunes trans-fédération et lancé en mars 2022. Le processus de deux mois comprendra un examen en deux étapes (technique et décisionnel). La décision finale sera prise à la fin du mois de mai. La mise en œuvre commencera en août 2022, et se poursuivra jusqu'en juillet 2024.

### **Action requise**

Sanctionner cette démarche qui sera exposée au CA les 1 et 2 décembre 2022.

## **Historique**

On compte 1,2 milliard d'adolescent-e-s et de jeunes âgés de 15 à 24 ans, soit 16 % de la population mondiale, principalement dans les pays en développement d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Afrique et d'Asie. D'ici 2030, le monde comptera plus de 1,3 milliard de jeunes de 10 à 19 ans, dont plus de 80 % vivront en Afrique subsaharienne (~45 %) et en Asie (~40 %).<sup>3</sup>

La reconnaissance de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR) des adolescent-e-s et des jeunes est au cœur de la mission de l'IPPF depuis plus de 30 ans. L'accent est principalement mis sur des programmes éducatifs et des activités spécifiques visant à cibler les jeunes et à augmenter le recours de ces dernier-e-s aux services (principalement dans le but de prévenir les grossesses non désirées et les IST/VIH). Le travail de plaidoyer de l'IPPF s'est concentré sur l'amélioration de la mise en œuvre des politiques d'éducation sexuelle complète/intégrée (ESC / ESI) et sur l'élimination des obstacles à l'accès aux services de SSR pour les jeunes et les adolescent-e-s.

Le rôle de pionnier de l'IPPF auprès des jeunes a permis d'obtenir des résultats positifs, notamment en matière d'éducation sexuelle complète (avec différents degrés d'exhaustivité en fonction des contextes locaux), de centres éducatifs/récréatifs, de programmes d'éducation par les pairs, de services adaptés aux jeunes dans des cliniques spécialisées, de lignes d'assistance téléphonique et d'engagement des jeunes au niveau de la gouvernance (81 % des AM ont au moins un jeune siégeant à leur instance). Des investissements ont également été réalisés pour renforcer l'approche centrée sur les jeunes de l'IPPF, ce qui a fait que plusieurs AM ont mis les jeunes au cœur de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des initiatives et se sont mises à les considérer comme des partenaires. Il s'agit par exemple d'AM et de réseaux régionaux de jeunes tels que les mouvements d'action des jeunes (MAJ) en Afrique et dans les Caraïbes, les réseaux de jeunes en Amérique latine ou le réseau YSAFE en Europe et en Asie centrale. Il existe également des exemples réussis d'implication des jeunes dans la mise en œuvre de programmes, comme le projet Get Up Speak Out (GUSO), et de plaidoyer aux niveaux local et international. Ces résultats n'ont toutefois jamais été consolidés dans une approche dynamique et cohérente axée sur les jeunes.

En interne, les jeunes ont joué un rôle important dans le processus de réforme de l'IPPF. Ils ont conçu et mené une enquête mondiale sur les besoins des jeunes, qui a débouché sur *le manifeste des jeunes de l'IPPF*<sup>4</sup> et ont organisé un forum des jeunes lors de la dernière Assemblée générale en soutien aux réformes de l'IPPF.

En 2020, 45 % des services de SSR fournis par l'IPPF étaient destinés aux jeunes de moins de 25 ans, ces dernier-e-s représentant près de la moitié des client-e-s de l'IPPF. Une analyse plus

<sup>3</sup> [The World Youth Report: Youth Social Entrepreneurship and the 2030 Agenda](#) (2020)

<sup>4</sup> <https://www.ippf.org/youthmanifesto>

approfondie est toutefois nécessaire pour évaluer la répartition par sexe et par âge, le profil socio-économique et la vulnérabilité.

Bien qu'il soit attesté que les jeunes mal desservis ayant des antécédents, des besoins et des identités différents - y compris les jeunes non binaires et d'autres jeunes *genderqueer* - rejoignent les AM, il reste beaucoup à faire pour diversifier le profil des jeunes et des adolescent-e-s en tant que client-e-s et membres de nos réseaux de jeunes nationaux et régionaux. Des efforts spécifiques sont nécessaires pour attirer et engager des jeunes représentant l'intersectionnalité des populations clés que nous servons.

En conclusion, en dépit de certains résultats, il n'y a pas vraiment de participation significative des jeunes à l'IPPF. Dans la plupart des cas, les jeunes sont considérés comme des bénéficiaires ou des éducateurs d'ESI/ESC ayant peu ou pas de contrôle sur les décisions et les ressources, plutôt que comme des acteur-ric-e-s à part entière et des agents du changement.

### **Focus renouvelé**

Comme le montre le document intitulé "*Sexual and Reproductive Health and Rights in 2030 - Co-designing responsive, effective and scalable SRHR for 2023-2028*" (*Santé et droits sexuels et reproductifs en 2030 - Co-conception de programmes de SDRS réactifs, efficaces et évolutifs pour 2023-2028 – j'ignore si ce document a été traduit en Français*), commandé par l'IPPF en vue de la prochaine stratégie et communiqué au C-SIP le 19 octobre 2021, la dernière décennie a connu des changements extraordinairement rapides qui ont eu un impact spécifique sur la vie des jeunes, notamment en raison des progrès de la technologie numérique. Les désirs et les décisions des jeunes en matière de SDRS, ainsi que leur accès à l'information et aux soins, ont radicalement changé, ce qui ne se reflète pas toujours dans la manière dont nos programmes et services sont conçus et fournis.

Nous avons également vu des réseaux indépendants de jeunes obtenir des espaces de prise de décision et de plaidoyer pour les SDRS aux niveaux national, régional et international, en élaborant des recommandations spécifiques sur la manière dont ils veulent être engagés.<sup>5</sup> Au sein de l'IPPF, les réformes de la gouvernance et l'élaboration d'une nouvelle stratégie sont autant d'occasions de redynamiser notre engagement en faveur des SDRS des jeunes et de leur place dans le management, la gouvernance et les programmes de l'IPPF.

### **Une réalité changeante**

Les confinements, l'instabilité économique et les fermetures d'écoles induits par la pandémie due à la COVID-19, ont conduit de nombreuses AM à développer des approches innovantes en soutien à leur travail avec les adolescent-e-s et les jeunes qui en ce même temps ont souffert de manière disproportionnée de la violence, d'une mauvaise santé mentale et de grossesses non désirées.

Bien que leur succès soit encourageant, il est trop tôt pour dire si ces stratégies seront suffisamment radicales et transformatrices pour rendre compte du profond bouleversement - dans certains cas, du traumatisme - ressenti par les jeunes d'aujourd'hui.

C'était vrai à l'époque, et ce l'est encore plus aujourd'hui : les jeunes ne peuvent être considérés comme des bénéficiaires passifs — beaucoup ont animé/ animent des mouvements sociaux, que ce soit pour promouvoir la démocratie (par exemple le « printemps arabe"), prévenir les abus et le

---

<sup>5</sup> <https://gefyouthmanifesto.wixsite.com/website>

harcèlement sexuels (par exemple le mouvement « Me Too »), combattre la violence à caractère racial (Black Life Matter) et lutter pour la protection de l'environnement. En outre, la sensibilisation de la génération Z (10-24 ans) à la sexualité, sa compréhension de la fluidité du genre et des normes de genre positives sont plus élevées que celles des générations précédentes. Près d'un membre de la génération Z sur cinq s'identifie comme LGBTQ+ en 2020, la proportion la plus élevée jamais atteinte à l'échelle mondiale, et quatre jeunes sur cinq explorent leur sexualité et leur identité de genre.<sup>6</sup>

Au cours de la dernière décennie, la technologie numérique a fourni un espace important aux SDSR, mais avec des variations importantes selon les régions. Une revue des preuves indique que les jeunes du monde entier sont les utilisateurs les plus actifs des technologies numériques. Dans les pays développés, 94 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans utilisent l'internet, contre 67 % dans les pays en développement et 30 % dans les pays les moins avancés (PMA).<sup>7</sup> Il convient également de noter qu'un rapport d'enquête mondial indique que deux tiers (65 %) des personnes interrogées (parmi celles qui ont accès à l'internet) déclarent avoir accédé à des contenus numériques relatifs au corps, au sexe et aux relations au cours des 12 derniers mois.<sup>8</sup>

Les jeunes ont également été la cible de l'opposition aux SDSR qui cherche à redonner vie à des valeurs rétrogrades. L'opinion et le comportement des jeunes ont été influencés par les *fake news* et les théories du complot des anti-vax aux campagnes contre les LGBTQ et l'ESI/ESC. Ces groupes ont utilisé efficacement l'espace offert par les réseaux sociaux pour diffuser leurs messages.

De nombreux jeunes se rebellent et se mobilisent face à ce qu'ils et elles considèrent comme l'échec collectif des gouvernements et des adultes à gérer la pandémie – ils/elles voient leurs perspectives d'avenir (éducatives et économiques) compromises – et l'imposition de mesures de santé publique qui, qu'elles soient appropriées ou excessives, sont perçues comme portant atteinte aux libertés individuelles. Cette situation, jointe à la montée du fondamentalisme et du populisme, rend d'autant plus crucial le rôle de l'IPPF en matière d'information fondée sur des éléments probants et de soins centrés sur le client.

### **Que cela pourrait-il signifier pour l'IPPF?**

La vaste expérience de l'IPPF, ses programmes et son plaidoyer en faveur des jeunes, ainsi que l'engagement actuel des jeunes aux échelons de la gouvernance et par le biais des réseaux de jeunes, constituent la plate-forme idéale pour mettre au point et en œuvre un programme qui transformera les stratégies de l'IPPF eu égard aux actions centrées sur les jeunes (plaidoyer/constitution de mouvements, transformation de la communauté, éducation et services, y compris l'auto-prise en charge).

En tant que priorité essentielle de l'IPPF aujourd'hui et, d'après les récentes tables rondes, probablement également dans le cadre de la prochaine stratégie, l'ESC/ESI doit être prise en compte dans le cadre d'une sexualité positive, car des domaines essentiels tels que le plaisir et la diversité sont souvent laissés de côté en raison de barrières sociales et politiques. Avec l'évolution des normes de genre, l'ESC ne doit pas se limiter à l'éducation, mais doit conduire à des options plus sûres pour la recherche de soins, afin que tous les jeunes soient équipés des compétences nécessaires pour vivre une vie épanouie et agréable et soient à l'abri de la violence sexiste.

---

<sup>6</sup> University of Cape Town, "SEXUAL AND REPRODUCTIVE HEALTH AND RIGHTS IN 2030", IPPF Research Paper, 2021

<sup>7</sup> [UNESCO \(2020\) A review of the evidence SEXUALITY EDUCATION FOR YOUNG PEOPLE IN DIGITAL SPACES](#)

<sup>8</sup> UNESCO(2020) INFORMATION. SUPPORT. CONNECTION. How are young people engaging with digital spaces to learn about bodies, sex and relationships?

À l'avenir, les programmes et le plaidoyer en faveur des jeunes devront s'articuler autour d'une approche socio-écologique visant à promouvoir la transformation du genre au niveau social et individuel afin d'accroître l'autonomie corporelle, la pleine jouissance de la sexualité et la liberté d'expression sexuelle.

L'IPPF doit concevoir des programmes qui aident les jeunes et les adolescent-e-s, dans toute leur diversité, à articuler leurs besoins et à s'exprimer en matière de sexualité et de genre, tout en renforçant leur capacité à s'engager en interne tout comme en externe dans l'élaboration de politiques aux niveaux national et international. Les programmes pour les jeunes de l'IPPF doivent œuvrer à l'élimination de la discrimination et de la violence fondées sur le genre et faire en sorte que les services soient centrés sur les jeunes.

Dès maintenant et avec sa nouvelle stratégie, l'IPPF doit nourrir l'activisme de ses jeunes volontaires en investissant dans les groupes de jeunes existants (et en créant de nouveaux) et les réseaux régionaux de jeunes. Nous devons également soutenir ces réseaux et leur donner les moyens de collaborer avec les mouvements de jeunes de terrain qui travaillent sur des questions progressistes autres que les SDSR. Cela permettrait à la Fédération de tirer le meilleur parti de ses capacités et donnerait l'occasion aux jeunes de rejoindre des mouvements qui militent pour changement social et l'égalité des genres.

En outre, l'IPPF devrait soutenir les jeunes qui maîtrisent déjà les outils en ligne et qui ont de l'influence sur les réseaux sociaux, à la fois pour diffuser l'ESC/ESI mais aussi pour contrer les messages et l'influence de l'opposition aux DSSR.

### **Ce qui est préconisé**

Un programme pour un consortium d'AM et de partenaires externes lancé en 2022 dans le cadre du Flux 2 sur deux ans. Le chiffre indicatif de gestion prévisionnel actuel pour 2022 est de \$4,25 millions. Toutefois, le montant total ne peut être mis à disposition que si le principal financement est en place. Dans le cas contraire, le budget du consortium sera similaire à celui de 2021, soit \$2,54 millions.

Le consortium doit être conduit par des jeunes – travaillant par le biais d'organisations de jeunes/partenaires collaborateurs. Cela doit se refléter dans la conception de tous les volets du programme, dont les ressources et la gestion. Le programme tiendra compte des principes ci-dessous :

- Transformateur de genre, inclusif et reconnaissant la diversité des jeunes
- Fondé sur les droits et sur des preuves et complet - reconnaissant le droit des jeunes à une sexualité agréable et sans risque ainsi que sans coercition, sans jugement et sans stigmatisation
- Qui a un impact et conduit à des services centrés sur les jeunes dans les AM.
- Inclusif de la SSR pour les jeunes quel que soit leur genre
- Qui promeut un plaidoyer géré par les jeunes aux niveaux local, régional et mondial

Le programme doit inclure un engagement depuis sa conceptualisation avec les organisations de jeunes locales, en accordant une attention particulière à celles qui représentent les jeunes qui sont en marge et rendus vulnérables par des facteurs externes (par exemple, les adolescents de 10 à 19 ans, les enfants/jeunes de la rue, la communauté LGBTQI, les jeunes filles/garçons marié-e-s, les jeunes vivant avec le VIH, les toxicomanes, les travailleur-se-s du sexe, etc.)



Le programme renforcera le leadership des jeunes au sein des AM, des PC et des réseaux de jeunes. Il y aura des possibilités de formation afin qu'ils et elles puissent s'engager de manière significative dans le changement de politique.

Parmi les résultats spécifiques notons une plus grande reconnaissance des jeunes, des services à la seule intention des jeunes dans leur diversité, des services dirigés par les jeunes au sein des AM/pays et une augmentation notable de l'engagement des jeunes dans la prise de décision des AM et de l'IPPF. Le programme retenu apportera des changements structurels, notamment des dispositifs durables qui veilleront à ce que les jeunes jouent un rôle actif dans les AM et qu'elles/ils collaborent avec des acteurs nationaux et régionaux progressistes dans le secteur de la jeunesse. En fin de compte, le programme devrait contribuer à renforcer les réseaux nationaux, régionaux et mondiaux de jeunes militants et défenseurs de l'IPPF - faisant de l'IPPF une Fédération centrée sur les jeunes, des programmes à la gestion et à la gouvernance.

**Si le thème est retenu, l'étape suivante consistera à élaborer l'appel à notes conceptuelles final avec un groupe de jeunes issus de toute la Fédération, en veillant à ce que le process soit pris en charge par les jeunes dès le départ.**

**L'appel sera lancé à la fin du premier trimestre 2022, et la mise en œuvre commencera en août 2022.**

## Viabilité financière (pour la discussion entre le CA et le C-SIP)

### Introduction

Lors de l'examen à mi-parcours du plan stratégique, les AM ont identifié la viabilité financière comme la principale priorité du soutien technique du Secrétariat. En réalité, le soutien du Secrétariat s'est limité au développement de propositions [pour l'aide], à l'accréditation et à un pôle d'entreprises sociales au Sri Lanka. Historiquement, la mauvaise supervision du déboursement des fonds non restreints a agi comme une incitation perverse à avoir des objectifs élargis d'efficacité et de pérennité.

La viabilité financière d'une organisation n'existe pas dans le vide, mais est interconnectée à trois autres aspects qui affectent la capacité globale d'une organisation à survivre et à prospérer. La viabilité organisationnelle est également intimement liée à l'environnement politique et social dans lequel opère l'AM et à sa légitimité institutionnelle en termes d'intégration dans les communautés qu'elle sert et de réponse efficace à leurs besoins réels. La question de la viabilité financière doit donc être intégrée à un modèle de pérennité plus large – politique, sociétal, institutionnel et financier — qui aide les AM à aborder tous les fronts. Cependant, dans le cadre de ce document, nous considérons ce point comme acquis et nous nous concentrons sur l'élément de viabilité financière.

Dans certains éléments de son modèle opérationnel, l'IPPF a priorisé la pérennité de son modèle opérationnel plutôt que l'objectif, la pertinence et l'impact. Notre modèle de financement précédent n'avait pas induit la nécessité ou l'urgence d'une amélioration, et nos systèmes existants ont entériné des performances médiocres et ont plus souvent soutenu des activités "hors mission" par les AM. D'année en année, une piètre collecte et une non moins piètre gestion des données à l'échelon des AM et à celui du Secrétariat (les systèmes financiers et de données du Secrétariat sont encore tous manuels) nous a fait prendre du retard sur des partenaires plus agiles et concentrés sur les résultats. Cette approche nous a cependant servi de tampon et c'est ainsi par exemple que lorsque de grands projets (SHOPS, WISH, etc.) se terminent, l'impact sur nos systèmes et services a été moins dramatique.

Nous n'avons pas encore créé les conditions permettant de garantir la satisfaction des besoins en matière SDRS dans les pays où nous sommes présents. L'accent mis sur des questions organisationnelles neutres (telles que l'architecture, la hiérarchie, la bureaucratie), aggravé par la professionnalisation du monde de l'aide, s'est ensuite concentré sur les contrôles - certains d'entre eux étant essentiels, comme l'atténuation de la fraude, le renforcement de la protection, etc. Mais cela nous a distrait de notre objectif et l'IPPF a dû recruter des compétences généralistes plutôt que de missionner celles nous permettant de réagir au nouveau paysage. Ce point est pertinent car il permet de prédire ce qui s'est passé et ce qui peut se passer dans d'autres organisations qui cherchent à avoir plus d'impact, à être plus efficaces et plus viables financièrement. Il peut s'agir d'une stratégie régressive et distrayante si elle n'est pas gérée de manière réfléchie. La plus grande question est de savoir si nous pouvons nous consacrer pleinement à la mission et, ce faisant, éliminer la « graisse » inutile que notre modèle de financement a encouragée.

Un défi encore plus grand est de savoir comment l'IPPF peut devenir la somme de ses parties, suffisamment légère et agile pour garantir que les ressources soient dirigées vers des activités centrées sur sa mission, et qu'un travail plus risqué (c'est-à-dire la fourniture de services d'IVG dans les plus restreints des contextes) peut être le résultat du changement présenté dans ce document d'information.

## Le paysage du financement

Pour de nombreux donateurs du CAD de l'OCDE, les SDSR sont toujours une priorité. Les quatre premiers donateurs aux SDSR en pourcentage de l'APD totale en 2019 sont les États-Unis, les Pays-Bas, la Suède et le Royaume-Uni. Ils ont surpassé des pays comme la France et l'Allemagne, qui ne semblent pas prioriser les SDSR. Les États-Unis sont tout de même restés le plus grand donateur en faveur des SDSR, tant en termes de financement que de pourcentage d'APD – soit \$3,1 milliards en 2019, ce qui correspond à 9,37 % de leur APD totale. L'APD bilatérale des pays donateurs continue de représenter une grande partie du financement des donateurs soutenant les SDSR (~ 79 % du financement total).

En 2020, le contexte mondial du financement des SDSR a été fortement impacté par la pandémie due à la COVID-19 ainsi que par la décision du gouvernement britannique de réduire son financement de l'APD en 2021 de 0,7% à 0,5% avec effet immédiat. Les organisations comme l'IPPF restent très sensibles à de tels chocs à la fois soudains et basés sur les décisions de donateurs qui ne prennent pas en compte les ramifications que de telles réductions ont pour les personnes sur le terrain.

D'un autre côté, l'année 2021 a également apporté un certain espoir avec l'arrivée de l'administration Biden et la suppression de la règle du bâillon mondial, ce qui signifie que l'IPPF est à nouveau éligible au financement de l'USAID et nous espérons que le soutien à l'égalité des genres, tel qu'il a été articulé lors du Forum Génération Égalité de cette année, se traduira également par une augmentation du financement des SDSR.

L'IPPF s'est également engagée à augmenter ses revenus grâce aux dons individuels. Il s'agit d'une mesure urgente pour combler le vide laissé aux États-Unis par le retrait du WHRO et pour étayer les discussions que nous avons menées avec la PFFA. Un document explorant ces opportunités a été récemment approuvé par le C-FAR et figure à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil d'administration.

## Trajet actuel de l'IPPF

*Cadre stratégique actuel : L'IPPF fait évoluer ses opérations et ses structures financières afin d'intégrer divers « business models » adaptés à chacun des contextes spécifiques dans lesquels nous œuvrons dans le monde. Nous assurerons le financement continu de nos services en veillant à ce que notre mission soit prioritaire et sans excuses, en soutenant les Associations membres pour qu'elles développent à la fois des entreprises sociales et des efficacités commerciales dans l'ensemble de leurs services, en recrutant et en conservant un personnel et des volontaires qui apportent à la Fédération des compétences en matière de planning, d'analyse de marché, de communication et de gestion de la performance et qui peuvent également exceller dans un environnement fédéré, et en renforçant la gestion financière et de la performance à tous les niveaux. »*

Résultats :

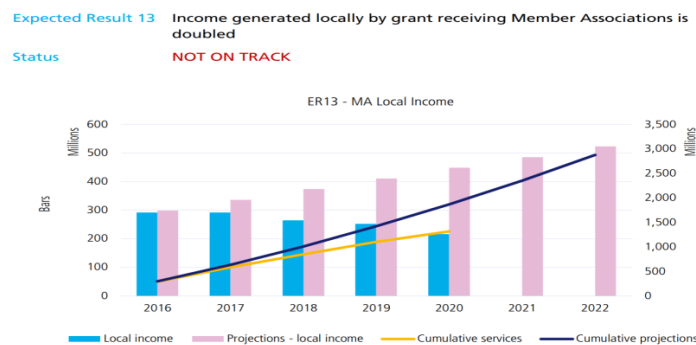
- Secrétariat : Secrétariat : les revenus ont augmenté (bien qu'inférieurs à l'objectif<sup>9</sup>) et, après avoir échoué dans ses tentatives précédentes de mise en place d'un programme de dons

---

<sup>9</sup> Le produit total du Secrétariat a augmenté au cours de la période du Cadre stratégique, bien qu'il soit inférieur aux projections depuis 2019 et qu'il ait connu une baisse significative en 2020. Cela s'explique en partie par le fait que les revenus générés par WHR ne sont plus inclus à ce total, et à périmètre constant, les revenus continuent d'augmenter. Il ne semble pas actuellement probable que l'objectif de doublement soit atteint, notamment dans le contexte de la fin du

individuels<sup>10</sup> et d'une succursale commerciale<sup>11</sup>, à la fin de cette période stratégique, le Secrétariat reste entièrement dépendant de la levée de fonds institutionnels, ce qui menace notre capacité à fournir des services et un soutien cohérents.

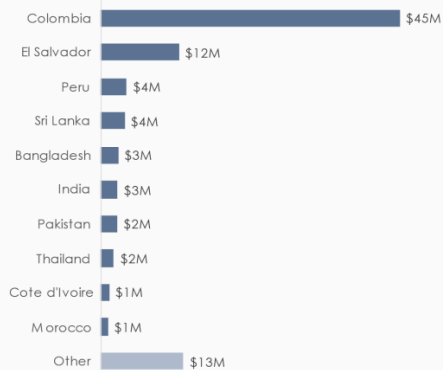
- AM : alors que l'objectif était de doubler les revenus, le revenu total généré au niveau national par les AM recevant des subventions a diminué au cours de la période stratégique<sup>12</sup>. Seules 10 AM recueillent un million de dollars ou plus par an par le biais d'entreprises sociales, de régimes d'assurance nationaux, de contrats gouvernementaux, etc. A la fin de cette période stratégique, plus de 30 AM reçoivent plus de 50% de leurs revenus grâce aux subventions non restreintes de l'IPPF et nous avons « perdu » un certain nombre d'AM car leurs pays sont devenus « à haut revenu » et les donateurs sont alors partis.



## Social enterprise income is highly concentrated

### Social enterprise funding by MA

\$ raised through Social Enterprise, National Membership, etc., of \$89M total



- Though social enterprise accounts for the largest income source globally, this income is highly concentrated at a few MAs
- In some of these countries, much of this income is through payment for services via social insurance systems
- The 10 MAs shown at left brought in \$76 million, or 86% of all social enterprise funding

19

programme WISH, bien que le produit soit un indicateur « grumeleux » qui ne progresse pas nécessairement de manière régulière.

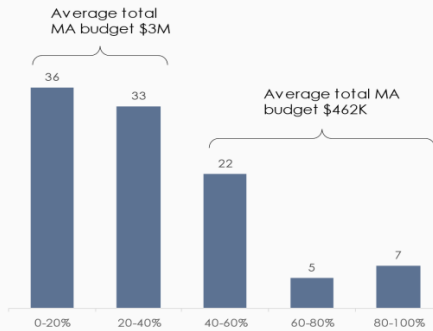
<sup>10</sup> Au R-U aux alentours de 2014

<sup>11</sup> ICON, International CONtraceptive & SRH Marketing Ltd. Enregistrée le 4 novembre 1999, dissoute le 6 avril 2021.

<sup>12</sup> Les recettes générées localement par les AM ont en fait diminué chaque année depuis 2017, avec une baisse particulièrement importante en 2020 en raison de la COVID-19. Il n'y a aucun signe d'augmentation soutenue dans les données, et encore moins de doublement de la ligne de base. Étant donné que les anciennes AM de WHR disparaissent de l'ensemble de données en 2021, cela sera encore plus difficile à réaliser. Même sans ces facteurs externes, nous pouvons conclure que la stratégie et les ressources en place pour soutenir la génération de revenus locaux des AM n'ont pas été efficaces.

## IPPF unrestricted funding is crucial for smaller MAs

**IPPF unrestricted funding by MA**  
Number of MAs, by share of MA income



- 34 MAs receive over 40% of their funding from IPPF unrestricted stream
- MAs that receive more of their funding from IPPF unrestricted tend to have smaller budgets, as shown on the left

20

### Définitions

**SOUTENABILITE POLITIQUE** - l'environnement global, le changement politique, le maintien d'un espace de fonctionnement suffisant pour la société civile, la capacité à fournir des services, des lois favorables, un engagement démontré par des plans nationaux qui incluent les SDSR et les éléments nécessaires pour garantir des systèmes de santé, etc.

**VIABILITÉ SOCIÉTALE** – y a-t-il une contribution à la création d'un terrain fertile au sein de la société - attitudes, valeurs, changement de normes, demande des citoyens, etc.

**VIABILITE FINANCIÈRE** - Sources de revenus - financement national, contrats gouvernementaux, activités génératrices d'honoraires, entreprises sociales, financement bilatéraux des donateurs, les fondations et les particuliers.

**INSTITUTIONNEL** - Positionnement de l'AM dans son environnement, légitimité, enracinement dans la communauté, réponse à des besoins réels, qualité, valeurs, réputation, etc.

### Questions clés sur la pérennité/viabilité/soutenabilité/durabilité [je suggère que nous mettions un paragraphe pour présenter chacune d'entre elles]

- Prioriser l'investissement du Secrétariat afin de maximiser les revenus institutionnels ou le détourner vers la collecte de dons individuels ? Comment exploiter les revenus des AM pour atteindre les objectifs de DSSR ?
- Envisager l'introduction de frais d'adhésion ? Examiner comment le soutien aux entreprises sociales et aux franchises sociales se traduit par des revenus pour le Secrétariat, par le biais de frais de franchise et autres. Lier ces questions aux discussions sur l'empreinte [quelle empreinte ? Carbone ?]
- Investir dans la création d'entreprises (mondiales) liées à une cause – produits, jouets ou services de SDSR ? Revenus de la publicité avec des entreprises éthiques partageant les mêmes valeurs. Où sont les lignes rouges ? Où se trouvent les opportunités ?
- Soutenir une approche plus commerciale chez les AM et financer les liens avec la sécurité sociale / les systèmes nationaux de soins de santé / les contrats publics ? S'associer à

d'autres qui le font déjà. Cela nécessitera un changement majeur au Secrétariat et au sein des AM, qui ne sont pas aujourd'hui préparées à cela.

- Actuellement, la plupart des investissements des AM concerne les cliniques, avec un coût unitaire élevé. Soutenir la diversification des services des AM dans des méthodes de prestation moins coûteuses et dans des domaines liés à notre mission qui se prêtent bien à la génération de ressources (c'est-à-dire la fertilité assistée, les services de santé des femmes / bien-être féminin et autres)
- Le Secrétariat s'efforce depuis un certain temps d'harmoniser et d'exploiter au mieux les fonds collectés hors de Londres, par exemple avec les AM qui ont des programmes internationaux. Comment pouvons-nous tirer le meilleur parti de la marque IPPF et de la capacité à influencer et à recevoir des fonds des donateurs ? Quelles sont nos obligations communes en matière de levée de fonds, et quel est le coût de l'exploitation de la marque IPPF ?
- La segmentation de la clientèle qui permet d'offrir des services sur mesure reposant sur ce que les client-e-s sont prêt-e-s à payer reste inexploitée. Les bénéficiaires cofinancent les mêmes services ou d'autres services souhaités pour ceux qui sont moins capables de payer. Comment l'IPPF pourrait-elle mieux faire pour garantir que les services gratuits et à faible coût touchent davantage de pauvres ? Notre offre de services est-elle suffisamment bonne pour être monétisée pour ceux qui sont prêts à payer ? Qui paie ?
- Une approche de marché est-elle possible au sein de la Fédération ? Comment faire en sorte que le Secrétariat ne se concentre plus sur les mécanismes internes mais sur le marché et le/la « client-e » ? Quels sont les risques de ce changement ? Qu'y a-t-il à gagner ?
- L'héritage de la Covid est l'adoption nécessaire de services virtuels basés sur le web. Comment exploiter cette évolution nécessaire et y a-t-il des possibilités de la monétiser plus largement et au-delà des frontières ?
- Quel est le changement de culture nécessaire pour passer à cette approche ? Quelles sont les valeurs nécessaires pour limiter les dérives de la mission ? Quelles sont les compétences dont nous ne disposons pas et celles dont nous aurons besoin ?
- Comment traduire cette réflexion dans les pays à revenu élevé où les donateurs se sont retirés ? Comment ces exemples peuvent-ils inspirer notre approche ailleurs ? Comment faire mieux dans les pays où des niveaux de pauvreté durables signifient que les gouvernements ou les client-e-s peuvent ne pas être prêt-e-s à payer pendant quelques années ? Que devons-nous faire pour être certain d'être prêt ? À l'inverse, comment pouvons-nous évoluer dans les pays où la santé et la richesse économiques déclinent, ou lorsque des conflits ou des événements humanitaires exigent une approche différente, et ce rapidement ?
- Le C-SIP met l'accent sur les jeunes étant donné que ce thème a trait à ce qui doit être financé et qu'il a récemment été intégré au Flux 2. Quel est le prochain domaine négligé vers lequel nous devrions partager nos ressources ?

## Conclusion

Les moteurs de l'IPPF n'ont pas toujours été propices aux gains d'efficacité/efficience, mais nous reconnaissons que libérer des ressources pour garantir un plus large éventail de services à celles et ceux qui n'y ont pas accès est à la fois un impératif moral et une nécessité eu égard à la pertinence de l'IPPF. Nous reconnaissons également que la pertinence du marché est liée à la demande des client-e-s et à une relation plus critique entre l'utilisateur-rice et l'offre de services.

Les questions de pérennité et de viabilité doivent informer le processus de développement stratégique puis le plan. L'exploration de l'un ou l'autre de ces domaines au cours des prochains mois nécessitera des fonds et d'importants efforts, mais elle est essentielle à l'évolution de l'IPPF et donc nécessaire pour garantir la pertinence de notre stratégie.